

Du nouveau dans le remboursement des médicaments ?

Dans la loi de finances pour 2017, deux articles ont été consacrés au remboursement des médicaments dits onéreux, dans la section des «dispositions diverses», comme si de rien n'était et sans que les médias et les professionnels des produits pharmaceutiques en fassent, depuis, des choux gras. Nous les reproduisons ci-dessous, en attendant d'y revenir plus en détail dans une de nos prochaines éditions.

Art. 97. L'éligibilité au remboursement par la Sécurité sociale des médicaments onéreux dont l'amélioration du service médical rendu ne s'avère significative que pour certaines de leurs indications, peut faire l'objet d'un plafonnement des

volumes et des montants de remboursement annuels, fixé par arrêté du ministre chargé de la Sécurité sociale, sur proposition de l'organe chargé de l'examen de l'éligibilité au remboursement du médicament. Les laboratoires pharmaceutiques dont les produits sont soumis aux plafonnements de remboursement cités ci-dessus, sont tenus de reverser annuellement aux organismes de Sécurité sociale les montants remboursés en dépassement des volumes et/ou des montants préalablement plafonnés. Les modalités d'application des dispositions du présent article sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 98. L'éligibilité au remboursement par la Sécurité

sociale des médicaments très onéreux peut être subordonnée à des contrats de performance conclus entre les organismes de Sécurité sociale et les laboratoires pharmaceutiques détenteurs des décisions d'enregistrement en Algérie. Les contrats de performance cités au précédent alinéa visent à intégrer des clauses d'engagement des laboratoires pharmaceutiques co-contractants à reverser aux organismes de Sécurité sociale les montants de remboursement des médicaments en cause en cas d'échec thérapeutique.

Les conditions et les modalités de mise en œuvre des contrats de performance prévues par le présent article sont fixées par voie réglementaire.

ABROGATION DE LA RETRAITE AVANT 60 ANS

Toujours rien au *Journal officiel* !

Lundi 9 janvier 2017, 8h du matin, heure où nous mettons sous presse cet article. A la date et à l'heure indiquées, la loi sur l'abrogation de la retraite avant 60 ans (adoptée le mois dernier par le Parlement) n'a toujours pas été publiée au *Journal officiel* ! Et pourtant, elle doit (ou devait ?) entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2017... Conséquence : imbroglio inimaginable dans les agences de

wilaya de la Caisse nationale de retraite, où des milliers de salariés continuent de déposer des dossiers, mais sans qu'on leur délivre des récépissés de dépôt. Et le ministère de tutelle est aux abonnés absents ! Décidément, le gouvernement continue de gérer de manière désastreuse sa réforme très contestée des retraites.

D. H.

COURRIER DES LECTEURS

Savoir

Bonjour Monsieur. Quels sont les critères pour bénéficier d'une retraite complète avec 15 ans de travail par rapport au nouveau système créé par le ministre de Travail.

Monsieur, je vous prie d'agréer mes expressions, et ce, dans l'attente d'une suite, que j'espère favorable, dans le prochain courrier des lecteurs. Mes hommages très respectueux.

Bouzebda Lazhar

RÉPONSE : Deux remarques avant de répondre à ce lecteur.

1. Nous ne sommes pas sûrs d'avoir bien compris la question (français très approximatif).

2. La nouvelle loi sur les retraites n'ayant pas encore été publiée au *Journal officiel*, nous n'en connaissons pas encore le contenu exact pour pouvoir répondre à votre question. Pour bénéficier d'une retraite à taux plein (80%), il faut avoir cumulé 32 années de cotisation, soit à raison de 2,5% par année (2,5x32 = 80%).

Question sur les cotisations Casnos

Bonjour Messieurs. Après une mise à la retraite complète depuis 2011 (entreprise maritime pendant 35 ans), je me suis installé à mon compte comme expert maritime en cotisant à la Casnos depuis 2013. Je voudrais savoir quels sont les avantages et les bénéfices qui découlent de cette cotisation.

Merci de votre aide.

Fatah Benmaouche

RÉPONSE : Pour bénéficier d'une pension de retraite Casnos, 2 conditions à remplir : être âgé de 65 ans pour les hommes et cumuler 15 années de cotisations.

Par contre, il est institué une allocation de retraite en faveur des travailleurs non salariés qui ne remplissent pas les conditions de travail et de cotisations. Cette prestation est servie dans les conditions suivantes : être âgé de soixante cinq ans et avoir cotisé pendant au moins 5 à 14 ans.